



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRÊTÉ N°168 -DDPP-20
portant mise en place des garanties financières pour la mise en sécurité des installations
Le préfet de la Loire

VU les articles L. 516-1, R. 516-1 et R. 516-2 du Code de l'Environnement, relatifs à la constitution des garanties financières ;

VU l'article R. 181-45 du code de l'Environnement relatif aux prescriptions complémentaires ;

VU l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financière ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté préfectoral n° 19-25 du 3 avril 2019 portant délégation de signature à Monsieur Laurent BAZIN, directeur départemental de la protection des populations ;

VU l'arrêté préfectoral n° 139/DDPP/20 du 3 avril 2020 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation modifié de la société CHROMOBRONZE sise Zone Industrielle Galinay - Rue Dolomieu – ROCHE LA MOLIERE en date du 24 octobre 1996 modifié notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2020 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 22 avril 2020 ;

VU l'absence d'observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

Considérant les propositions de calcul du montant des garanties financières faites par la société CHROMOBRONZE par courriel du 30 mars 2020 ;

Considérant que le montant retenu par l'inspection des installations classées est inférieur à 100 000 € ;

Considérant que ce montant est établi sur la base de quantités maximales de déchets entreposés qu'il convient de fixer par arrêté préfectoral complémentaire ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

ARRETE

Article 1 : La société CHROMOBRONZE sise Zone Industrielle Galinay -Rue Dolomieu – (42230) ROCHE LA MOLIERE, en tant qu'exploitant des installations autorisées par l'arrêté préfectoral en date du 24 octobre 1996 modifié notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2020, est concernée par la réglementation des garanties financières au titre du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement.

Article 2 : Objet des garanties financières

Les garanties financières visées par le présent arrêté ont pour objet la mise en sécurité des installations visée par les rubriques suivantes, en application des dispositions mentionnées aux articles R.512-39-1 et R. 512-46-25 :

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques
3260	Traitement de surface des métaux, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 30 m3

Article 3 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations mentionnées à l'article 2 est de 49 378 euros TTC.

L'indice TP01 utilisé pour l'établissement de ce montant est de 110,4 en base 2010. Le taux de TVA utilisé pour le calcul est de 20 %.

Article 4 : Quantités maximales de déchets

En regard du montant des garanties financières proposées par l'exploitant et fixées par l'article 3 du présent arrêté, les quantités maximales de déchets présents sur le site ne doivent pas dépasser les valeurs ci-dessous :

Déchets non dangereux : non significatif
Déchets dangereux : 4 tonnes (bains usés)

Article 5 : Clôtures

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
Deux piézomètres sont présents sur site.

Article 6 : Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant des installations mentionnées à l'article 2 est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières. À défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

Article 7 : Constitution des garanties financières

Le montant des garanties financières étant inférieur à 100 000 €, l'exploitant n'est pas tenu de constituer les garanties financières.

Article 8 : Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet de :

- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières

- toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.

Article 9 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de LYON.

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 10 : Publicité

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181.45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée en mairie de ROCHE LA MOLIERE et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de ROCHE LA MOLIERE pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de ROCHE LA MOLIERE fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction départementale de la protection des populations – Service environnement et prévention des risques, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 11 : Exécution

Le directeur départemental de la protection des populations de la Loire, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, et le maire de ROCHE LA MOLIERE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ont une copie sera adressée au maire de ROCHE LA MOLIERE et à l'exploitant.

Fait à Saint-Etienne, le
Pour le Préfet et par délégation

28 MAI 2020

Patrick RUBI
Directeur Adjoint

Pour le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
et par délégation

copie adressée à :

- Société CHROMOBRONZE

Zone Industrielle Galinay

Rue Dolomieu

42230 ROCHE LA MOLIERE

- Mairie de ROCHE LA MOLIERE

- Inspection de l'environnement DREAL UID 42/43

- Archives

- Chrono